



## Trump veut la reddition du Venezuela

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 01 avril 2020

[Humanisme](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Les États-Unis, depuis plus de 22 ans, s'acharnent à récupérer les pouvoirs de l'État vénézuélien, dirigé par un gouvernement de format démocratique, socialiste, humaniste, chrétien et anti-impérialiste. En 1998, l'élection d'Hugo Chavez, comme Président du Venezuela, ouvre la voie à une révolution qui marquera le pas sur des priorités qui ne seront pas au goût de Washington qui se considère toujours le maître du Venezuela. Il avait, sous contrôle, les dirigeants politiques et mains mises sur la gestion des principales richesses du pays. Avec l'arrivée de Chavez et de la Révolution bolivarienne, également appelée « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » prenait fin la lune de miel de Washington. Le Venezuela passait des mains de l'Empire aux mains du peuple et du gouvernement qu'il venait de se donner. Souveraineté et indépendance reprenaient vie.

Il faut rappeler que le Venezuela dispose de réserves de pétroles, considérées comme les plus importantes au monde, ainsi que des mines d'or et de diamants très importantes. De quoi susciter un intérêt bien particulier pour vouloir en être les premiers bénéficiaires. Mais voilà que le nouveau gouvernement n'est plus un vassal des autorités de Washington, mais un serviteur des intérêts prioritaires du peuple. La nouvelle Constitution du Venezuela a été discutée et écrite par le peuple et adoptée par ce dernier dans le cadre d'un référendum national. C'est toujours cette même constitution qui règle les relations des pouvoirs établis, dont celui du peuple qui peut intervenir par diverses formes à l'intérieur des pouvoirs publics. La démocratie participatives'exprime à travers des référendums constitutionnels, pouvant destituer un Président ou toute autre autorité qui n'agit pas en conformité avec les devoirs de sa charge.

Tout au long de ces 22 années, de nombreuses interventions ont été faites de la part de Washington pour mettre un terme à un tel régime, sur lequel, évidemment, il n'avait aucun pouvoir. Sans relever toutes ces interventions, je me dois de signaler le coup d'État du 11 avril 2002, qui aurait atteint ses objectifs si ce n'eut été du soulèvement du peuple et de l'armée qui se sont portés à la défense de Chavez et de leur révolution. Il n'est pas superflu de relever le fait que Washington pouvait compter sur le support des autorités ecclésiastiques vénézuéliennes et, du fait même, sur les autorités du Vatican. Cette alliance s'est maintenue jusqu'à nos jours.

Tout au long de ces années, cet acharnement de Washington et de ses alliés n'a pas cessé, en dépit du fait, qu'à chaque fois, le peuple et le gouvernement, soutenu par l'armée, en sortait vainqueur. Ces interventions affectèrent beaucoup l'économie du pays à laquelle s'ajoutèrent des sanctions de toute nature pour appauvrir ce peuple et l'amener à se révolter contre son gouvernement. Une approche, développée à l'encontre de Cuba, au début des années 1960. À cette époque, le président Eisenhower avait envoyé un de ses

hauts fonctionnaires pour aller prendre le « pou » de la population face à Fidel et sa révolution.

*« Le 6 avril 1960, Lester D. Mallory, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires interaméricaines affirma que "la majorité des Cubains soutenait Castro" et qu'il "n'existait pas une opposition politique effective", en ajoutant que "le seul moyen prévisible de réduire le soutien interne passait par le désenchantement et le découragement basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques (...) Tout moyen pour affaiblir la vie économique de Cuba doit être utilisé rapidement (...) : refuser de faire crédit et d'approvisionner Cuba pour diminuer les salaires réels et monétaires dans le but de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement."*

On comprend qu'avec toutes ces mesures le peuple en prend pour son rhume et les médias de l'empire y trouvent matière pour dénoncer une révolution qui n'apporte que misère et souffrance au peuple. Ils sont bien avisés d'en rendre les dirigeants responsables, tout en amplifiant le plus possible cette misère et cette souffrance. Il est surtout interdit de parler des conquêtes sociales de cette révolution dans les secteurs de la santé, de l'éducation, où tout est gratuit, de l'habitation (près de 3 millions de logements ont été mis à la disposition des classes défavorisées). De cela, on ne vous parlera pas.

En ce 31 mars 2020, le secrétaire d'État Mike Pompeo, ex-directeur général de la CIA, ainsi que le Représentant spécial des États-Unis pour le Venezuela, Elliott Abrams, qui fut un acteur important dans la lutte contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua, dans les années 1980. Ces deux personnages, présentent au gouvernement du Venezuela, au nom du Président Trump, une proposition qu'ils appellent de transition pacifique. Le président Maduro démissionne, l'opposition qui est majoritaire à l'Assemblée législative voit à former un nouveau gouvernement où certains membres du gouvernement actuel pourraient participer. En d'autres termes, il s'agit d'une proposition de reddition, pilotée directement de la Maison-Blanche. En échange, le bon samaritain qu'est Washington supprimerait toutes les sanctions et donnerait l'autorisation au fond monétaire internationale de prêter de l'argent à ce nouveau gouvernement de coalition entièrement soumis aux intérêts de Washington.

*"Le secrétaire d'État Mike Pompeo a annoncé la mise en place d'un 'cadre de transition démocratique' pour le Venezuela qui, selon un document vu par Reuters, offre une 'voie de sortie séquentielle' suppressions des sanctions américaines sévères si Maduro et ses alliés coopèrent."*

*"Abrams a déclaré que si le cadre était adopté, il y aurait la possibilité d'une aide au Venezuela du Fonds monétaire international et l'administration demanderait également au Congrès des États-Unis d'approuver l'aide."*

La réponse ne s'est pas fait attendre.

*"Le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a assuré mardi que la souveraineté du Venezuela n'est pas en cours de négociation, rejetant une proposition des États-Unis pour une transition politique dans le pays sud-américain."*

*'Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, quand ils veulent, comme ils veulent, mais les décisions au Venezuela sont prises au Venezuela, avec ses institutions et sa constitution. Nous ne sommes pas sous la supervision des États-Unis'.*

Ce qu'ils n'ont pu obtenir à travers les multiples tentatives de coups d'État et les multiples manœuvres pour déstabiliser le gouvernement et y semer la violence et l'anarchie, ils ne pourront pas l'obtenir ni avec les sanctions, les mensonges, la pression, générée par la lutte contre la pandémie Cvir-19 , le peuple vénézuélien et son gouvernement ne céderont pas.

*'Le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a rapporté mardi que le ministère public du pays avait délivré une sommation officielle au député d'opposition Juan Guaidó de comparaître devant le tribunal ce jeudi à 9 h (heure locale)*

*'L'objectif est de le faire comparaître devant le procureur chargé du dossier de la tentative de coup d'État et de l'assassinat, impliqué par les accusations portées ces derniers jours par Clíver Alcalá Cordones.'*

## Conclusion

Il est important que nous ayons l'œil ouvert sur l'information et la désinformation qui peut nous venir en relation avec le Venezuela. La machine à la désinformation fonctionne à plein régime, surtout en cette période où la pandémie que nous vivons tous et toutes nous occupe à plein. Il est bon de jeter un coup d'œil sur les médias porteurs de nouvelles sur le Venezuela. Il y a ceux qui se nourrissent de l'empire et ceux qui se nourrissent, autant faire se peut, de la vérité des faits.

Un fait non négligeable est la déclaration commune du Secrétaire général des Nations Unies et du Pape François qui demandent la cessation immédiate de toute guerre et la suspension des sanctions qui pénalisent les peuples. La Haute commissaire aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, s'est également prononcée pour que le blocus contre Cuba et les sanctions contre le Venezuela soient levés.

Oscar Fortin

31 mars 2020

La source originale de cet article est [Humanisme](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2020

---

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)